



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE

Vingt-cinquième session

Kampala (Ouganda)

27-31 janvier 2025

QUESTIONS ÉMANANT DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS ET DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX

Normes et textes apparentés adoptés par la Commission¹

1. La Commission, à sa 45^e session (2022), a adopté:

- la *Norme régionale sur la viande séchée*, à l'étape 8, notant que la norme serait publiée après approbation des dispositions relatives aux additifs et à l'étiquetage, respectivement par le Comité sur les additifs alimentaires (CCFA) et le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL);
- les *Directives relatives à l'élaboration d'une législation harmonisée sur la sécurité sanitaire des aliments dans la région couverte par le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique*, aux étapes 5/8;
- les dispositions révisées relatives à l'étiquetage des emballages non destinés à la vente au détail dans la *Norme régionale sur le beurre de karité non raffiné* (CXS 325R-2017), la *Norme régionale sur les produits à base de manioc fermenté cuit* (CXS 334R-2020) et la *Norme régionale sur les feuilles fraîches de Gnetum spp.* (CXS 335R-2020).

Nominations et élections²

2. La Commission, à sa 45^e session (2022), a reconduit l'Ouganda à la fonction de coordonnateur pour l'Afrique pour un mandat allant de la fin de la 45^e session de la Commission jusqu'à la fin de la première session ordinaire de la Commission qui suivra la prochaine session du Comité de coordination du Codex pour l'Afrique (c'est-à-dire la 48^e session de la Commission, en 2025).
3. La Commission, à sa 46^e session (2023), a élu le Maroc membre du Comité exécutif en qualité de membre élu sur une base géographique pour représenter le Comité de coordination pour l'Afrique, pour la période allant de la fin de la 46^e session de la Commission jusqu'à la fin de la deuxième session ordinaire suivante de la Commission (48^e session de la Commission, 2025).

Questions financières et budgétaires relatives au Codex³

4. La Commission, à sa 46^e session:

- a noté qu'il était de plus en plus difficile de mettre en œuvre le plan de travail du Codex, a remercié les membres qui fournissaient déjà des ressources extrabudgétaires au Codex et a encouragé les membres à envisager un financement extrabudgétaire pour le projet en cours qui vise à accroître l'accessibilité des textes du Codex dans les six langues officielles et pour les travaux sur le suivi de l'utilisation et de l'impact des textes du Codex;
- a prié instamment les membres de recommander vivement à leurs représentants gouvernementaux auprès de la FAO et de l'OMS qu'un financement suffisant soit alloué au programme du Codex.

5. La Commission, à sa 47^e session, a rappelé qu'il était nécessaire que le Codex dispose d'un financement supplémentaire et pérenne qui lui permette de mener les principales activités essentielles prévues et a

¹ REP22/CAC, paragraphe 149.

² REP22/CAC, paragraphe 215; REP23/CAC, paragraphe 222.

³ REP23/CAC, paragraphe 214, alinéas v et vii; REP24/CAC, paragraphe 200, alinéas iv et v.

invité instamment les membres à plaider auprès du Conseil de la FAO et des organes directeurs de l'OMS en faveur d'un financement supplémentaire qui permette de répondre aux besoins non récurrents et non financés.

Application des Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération⁴

6. La Commission, à sa 46^e session (2023), a rappelé que le projet d'orientations à l'intention des présidents et des membres du Codex relatives à l'application des Déclarations de principes concernant le rôle de la science dans la prise de décisions du Codex et les autres facteurs à prendre en considération demeurerait utile et disponible à titre d'orientations pratiques que les présidents de la Commission du Codex et de ses organes subsidiaires ainsi que les membres pouvaient utiliser lorsqu'il existait un accord sur les aspects scientifiques mais que les avis divergeaient au sujet d'autres facteurs/considérations.

Avenir du Codex⁵

7. Le Comité exécutif, à sa 85^e session (2023), est convenu que, plutôt que d'élaborer un plan pour l'avenir du Codex, il serait préférable d'utiliser le Plan stratégique du Codex 2026-2031 pour définir la future orientation du Codex et d'envisager, en parallèle, un modèle pour les travaux futurs du Codex, et que le document présentant les principaux éléments d'un modèle pour les travaux futurs du Codex (CX/EXEC 23/85/3, appendice II) restait un document évolutif qui devrait être révisé périodiquement à la lumière de l'expérience acquise et des enseignements tirés.
8. La Commission, à sa 46^e session (2023), a approuvé les conclusions formulées par le Comité exécutif, à sa 85^e session, concernant les questions ayant trait au plan pour l'avenir du Codex.

Plan stratégique du Codex 2026-2031⁶

9. Le Comité exécutif, à ses 84^e session (2023), 85^e session (2023), 86^e session (2024) et 87^e session (2024), a examiné le projet d'éléments qui figureront dans le plan stratégique du Codex 2026-2031 et a recommandé son adoption par la Commission, à sa 47^e session.
10. La Commission, à sa 47^e session:
 - i. a adopté le projet de plan stratégique du Codex 2026-2031; et
 - ii. a noté que le secrétariat du Codex présenterait un cadre de suivi au Comité exécutif, à sa 88^e session, pour examen, et que les membres et les observateurs recevraient ensuite une lettre circulaire les invitant à faire des observations sur la version révisée du cadre de suivi, le but étant de soumettre une version finale à la Commission du Codex, à sa 48^e session, pour approbation.

Nouvelles sources d'aliments et nouveaux systèmes de production d'aliments⁷

11. La Commission, à sa 46^e session (2023), a souligné qu'il était important de relever les défis posés par les nouvelles sources d'aliments et les nouveaux systèmes de production d'aliments et que le Codex avait un rôle primordial à jouer à cet égard, a noté que les mécanismes de travail actuels étaient suffisants pour réaliser tous les éventuels nouveaux travaux à ce sujet que les membres pourraient proposer et a encouragé les membres à présenter des documents de travail ou des propositions de nouveaux travaux, que ce soit aux comités du Codex en activité ou au Comité exécutif, par l'intermédiaire du secrétariat du Codex.

Normes régionales⁸

12. Le Comité exécutif, à sa 85^e session (2023), concernant les difficultés en matière d'application des critères relatifs aux normes régionales dans le contexte des besoins régionaux, a indiqué que, indépendamment du fait qu'un produit fasse l'objet d'un commerce international ou non, une proposition de nouveaux travaux sur une norme régionale ou internationale pouvait être soumise par un comité régional de coordination au Comité exécutif, pour examen critique, et à la Commission, pour approbation finale et décision quant à la nature de la norme et à l'entité chargée de l'élaborer.
13. Il a également indiqué que les comités régionaux de coordination (et les auteurs de propositions de nouveaux travaux) devraient élaborer des documents de travail/propositions de nouveaux travaux bien documentés et exhaustifs afin de faciliter le rôle du Comité exécutif et de lui permettre de donner des avis

⁴ REP23/CAC, paragraphe 194, alinéa ii.

⁵ REP23/EXEC2, paragraphe 38; REP23/CAC, paragraphes 7 et 8.

⁶ REP23/EXEC1, paragraphe 115; REP23/EXEC2, paragraphe 54, alinéa i, sous-alinéa a; REP24/CAC, paragraphe 213.

⁷ REP23/CAC, paragraphe 206.

⁸ REP23/EXEC2, paragraphe 92, alinéa ii.

à la Commission concernant la voie à suivre.

Nouvelles normes ou révision de normes et de directives⁹

14. À la demande de la représentante de l'OMS, le Comité exécutif, à sa 83^e session (2022) est convenu de demander aux comités du Codex de tenir dûment compte, lorsqu'ils établissent des priorités et entreprennent des travaux sur de nouvelles normes ou la révision de normes et de directives relatives à la composition d'aliments, des efforts menés à l'échelle mondiale pour atteindre des objectifs en matière de santé et de nutrition en réduisant les facteurs de risque liés aux maladies non transmissibles tels que la consommation de sodium.

Directives pour les propositions de nouveaux travaux¹⁰

15. Le Comité exécutif, à sa 87^e session, a accueilli favorablement le projet du secrétariat du Codex visant à mettre au point des orientations pratiques à l'intention des membres sur l'élaboration de propositions de nouveaux travaux et a proposé:
- i. que ces orientations encouragent: l'élaboration de normes sur des groupes de produits; l'élaboration des normes relatives à un produit selon des modalités qui facilitent leur élargissement ultérieur à des produits similaires; et un examen des normes éventuellement élaborées par d'autres organisations pour des produits qui font l'objet d'un commerce international important;
 - ii. que le secrétariat du Codex, dans le cadre des prochaines sessions des comités FAO/OMS de coordination, informe les membres de l'élaboration de ces orientations, ainsi que du manuel sur les groupes de travail électroniques, et leur demande quelles questions ils souhaiteraient voir figurer dans ces orientations.
16. Le Comité exécutif, à sa 87^e session, a encouragé les membres à répondre aux lettres circulaires des comités sollicitant des propositions de nouveaux travaux et un classement par ordre de priorité des composés à évaluer, dans les délais indiqués dans ces lettres circulaires.
17. La Commission, à sa 47^e session, s'est félicitée de la publication d'un manuel sur les groupes de travail électroniques, a encouragé son utilisation et a noté que des travaux étaient en cours en ce qui concerne l'élaboration d'un guide pratique consacré à la préparation des propositions de nouveaux travaux et que les membres avaient la possibilité d'apporter des contributions.

QUESTIONS ÉMANANT D'AUTRES ORGANES SUBSIDIAIRES

Vingt-sixième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS)¹¹

18. Le Comité, à sa 26^e session (2023), est convenu d'informer les autres comités du Codex de la révision et de la mise à jour en cours des *Principes applicables à la traçabilité/au traçage des produits en tant qu'outil d'un système d'inspection et de certification des denrées alimentaires* (CXG 60-2006).

Trente-troisième session du Comité du Codex sur les principes généraux (CCGP)¹²

19. Le Comité, à sa 33^e session (2023), est convenu d'informer les autres comités du Codex des travaux en cours visant à modifier la partie 7 de la section 2 (Procédures d'élaboration des normes Codex et textes apparentés) du Manuel de procédure du Codex afin de la faire mieux concorder avec les pratiques actuelles du Codex et les normes internationales en matière d'édition.

Quarante-deuxième session du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS)¹³

Méthodes d'analyse et d'échantillonnage pour les dispositions figurant dans la *Norme sur la viande séchée* (CXS 350-2022)

Le Comité, à sa 42^e session, est convenu:

- d'approuver les méthodes d'analyse (appendice II, partie 1);
- de demander au Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique si la suppression des méthodes AOAC 935.47 et AOAC 939.09b pour le dosage du chlorure dans la norme CXS 350-2022 était

⁹ REP22/EXEC2, paragraphe 154, alinéa v.

¹⁰ REP24/EXEC1, paragraphes 63 à 79; REP24/EXEC2, paragraphe 64, alinéa i; REP24/CAC, paragraphe 22, alinéas ii et iii.

¹¹ REP23/FICS, paragraphe 117, alinéa c; REP23/CAC, paragraphe 87.

¹² REP23/GP, paragraphe 69, alinéa iv.

¹³ REP23/MAS, paragraphe 26.

délibérée ou si ces méthodes auraient dû être conservées en tant que méthodes de type III. Le Comité, à sa 41^e session, avait demandé au Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique de sélectionner une méthode de type II parmi les multiples méthodes proposées pour le dosage du chlorure et de classer les autres parmi les méthodes de type III;

- de ne pas approuver le plan d'échantillonnage proposé pour la norme CXS 350-2022 et de demander au Comité de coordination pour l'Afrique de mettre au point un plan d'échantillonnage conforme à la version révisée des *Directives générales sur l'échantillonnage* (CXG 50-2004);
- d'informer les comités du Codex de la publication de la version révisée des *Directives générales sur l'échantillonnage* (CXG 50-2004), de leur demander de réviser leurs plans d'échantillonnage à la lumière de la nouvelle version de ces Directives, et de leur rappeler que les plans d'échantillonnage devaient être élaborés conformément aux *Directives générales sur l'échantillonnage* et qu'il ne s'agissait pas de faire simplement référence aux directives CXG 50-2004.

Quarante-troisième session du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS)¹⁴

Facteurs de conversion de l'azote en protéines: annexe aux Méthodes d'analyse et d'échantillonnage recommandées (CXS 234-1999)

Le Comité, à sa 43^e session, est convenu:

- i. de transmettre à la Commission, à sa 47^e session, le document intitulé *Facteurs de conversion de l'azote en protéines*, pour adoption en tant qu'annexe à la norme CXS 234-1999;
- ii. d'informer les comités de produits de l'existence du document Facteur de conversion de l'azote en protéines et de leur rappeler qu'il leur incombe de recenser et de communiquer au Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage les facteurs de conversion de l'azote proposés afin de faciliter le processus de confirmation des méthodes.
- iii. de recommander aux comités s'occupant de produits d'envisager la suppression des valeurs Nx dans leurs normes portant sur un produit.

Note: La Commission, à sa 47^e session, n'a pas adopté l'annexe à la norme CXS 234, car celle-ci devait encore être mise à jour.

Cinquante-quatrième session du Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire (CCFH)¹⁵

20. La Commission, à sa 46^e session, lorsqu'elle a approuvé la proposition de nouveaux travaux sur l'élaboration de directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène des aliments sur les marchés alimentaires traditionnels, dont sera chargé le Comité sur l'hygiène alimentaire (CCFH), a demandé au CCFH d'examiner attentivement la relation qui existe entre les *Principes généraux d'hygiène alimentaire* (CXC 1-1969), ces nouvelles directives et les textes régionaux concernant les aliments vendus sur la voie publique, notamment les *Directives régionales pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique* (Afrique) (CXC 22R-1997).
21. Le Comité, à sa 54^e session, est convenu de transmettre à la Commission, à sa 47^e session, le projet de directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène des aliments sur les marchés alimentaires traditionnels, pour adoption à l'étape 5/8. À la suite de l'adoption de ce texte par la Commission, à sa 47^e session (2024), le Comité, après avoir rappelé la révision récente de la norme CXC 1-1969 par la Commission, à sa 45^e session (2022), a demandé que les comités FAO/OMS de coordination concernés examinent leurs textes respectifs sur les aliments vendus sur la voie publique, afin de vérifier que ceux-ci sont bien en accord avec la norme CXC 1-1969 et avec les directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène des aliments sur les marchés alimentaires traditionnels, et qu'ils réfléchissent à la suite qu'il serait nécessaire de donner (révision ou révocation, par exemple).
22. La Commission, à sa 47^e session, a adopté à l'étape 5/8 les directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène des aliments sur les marchés alimentaires traditionnels et a encouragé les comités de coordination FAO/OMS concernés à examiner leurs textes respectifs sur les aliments vendus sur la voie publique, afin de vérifier que ceux-ci sont bien en accord avec la norme CXC 1-1969 et avec les directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène des aliments sur les marchés alimentaires traditionnels, et qu'ils réfléchissent à la suite qu'il serait nécessaire de donner (révision, par exemple), conformément à la demande formulée par le CCFH, à sa 54^e session. Paragraphes 54 et 60.

¹⁴ REP24/MAS, paragraphe 76.

¹⁵ REP24/FH, paragraphes 169 et 170; REP24/CAC, paragraphes 54 et 60.

Quarante-huitième session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires¹⁶

23. Le Comité, à sa 48^e session, est convenu d'inviter tous les comités à prendre note de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985) et de la *Norme générale sur l'étiquetage des récipients de denrées alimentaires non destinés à la vente au détail* (CXS 346-2021) et à s'efforcer de suivre le format, la terminologie et le flux afin d'éviter les redondances dans les futures dispositions relatives à l'étiquetage.

RECOMMANDATIONS

24. Le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique est invité à:

- a) prendre note des questions présentées pour information qui émanent de la Commission, du Comité exécutif, du CCFICS, du CCFL et du CCGP;
- b) encourager les membres du Codex à: i) saisir les occasions de contribuer aux débats du Comité exécutif et de la Commission (par ex. partage d'expérience concernant l'application du projet d'orientations sur les Déclarations de principes); ii) soumettre des documents de travail ou des propositions de nouveaux travaux sur les nouvelles sources d'aliments et les nouveaux systèmes de production d'aliments en utilisant les mécanismes du Codex existants; iii) répondre aux lettres circulaires des comités du Codex et du secrétariat du Codex;
- c) répondre aux questions du CCMAS en ce qui concerne l'inclusion ou non des méthodes AOAC 935.47 et AOAC 939.09b pour le dosage du chlorure dans la norme CXS 350-2022, ainsi qu'au sujet des plans d'échantillonnage;
- d) convenir d'une approche pour l'examen des *Directives régionales pour la conception de mesures de contrôle des aliments vendus sur la voie publique (Afrique)* (CXG 22R-1997) afin de vérifier que celles-ci sont bien en accord avec la norme CXC 1-1969 et avec les nouvelles directives relatives aux mesures de contrôle de l'hygiène des aliments sur les marchés alimentaires traditionnels et de formuler, à l'intention du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, des recommandations au sujet des prochaines étapes ou des modifications importantes à apporter à la norme CXG 22R-1997.

¹⁶ REP24/FL, paragraphe 27.